



VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE PORTANT AUTORISATION DONNEE A LA SARL BEAULIEU GASTRONOMIES, EXPLOITANT L'ENSEIGNE « LE TRAITEUR DES HALLES », A EXPLOITER UNE TERRASSE COMMERCIALE SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL, AU DROIT DE SON ETABLISSEMENT SITUE 43, BOULEVARD MARINONI A BEAULIEU-SUR-MER

N° : **220805** DATE D’AFFICHAGE **02 AOUT 2022**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, et L.2212-2,
Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu la délibération municipale n°3 du 25 octobre 2016 portant actualisation du tarif des droits de voirie et d’occupation du domaine public.
Vu l’arrêté municipal du 9 juillet 1989 réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Beaulieu Sur Mer,

Considérant que la SARL BEAULIEU GASTRONOMIES exerce, au sein de l’établissement « Le Traiteur des halles », une activité commerciale de « traiteur, boucherie, charcuterie, bar, conserves alimentaires, volailles, lapins et gibiers, alimentation générale, boissons à emporter et pâtisserie ».

Considérant que cette dernière sollicite le renouvellement de l’arrêté municipal n°190719 du 16 juillet 2019, délivré à la société BCCS et qui est arrivé à son terme le 14 juillet 2022.

Considérant qu’il convient d’autoriser la SARL BEAULIEU GASTRONOMIES, immatriculée au RCS Nice sous le n°848 826 830, ayant son siège social au 3, avenue du Jardin Exotique à Eze, à exploiter, dans le cadre de son activité commerciale de bar, sur le domaine public communal, au droit de son établissement « Le Traiteur des halles », une terrasse commerciale destinée à sa clientèle.

Considérant que cette demande s’inscrit dans le cadre du développement économique et touristique de la commune.



ARRETE

Article 1^{er} : La SARL BEAULIEU GASTRONOMIES, immatriculée au RCS Nice sous le n°848 826 830, ayant son siège social au 3, avenue du Jardin Exotique à Eze est autorisée à exploiter, dans le cadre de son activité commerciale de bar, sur le domaine public communal, au droit de son établissement « Le Traiteur des halles », une terrasse commerciale destinée à accueillir sa clientèle, et à cet effet à installer des tables et des chaises.

Pour la période du 1^{er} octobre au 30 avril, La SARL BEAULIEU GASTRONOMIES est autorisée à installer, au droit de son établissement, une structure démontable ayant les caractéristiques suivantes :

- ossature périphérique en tube d'acier à ailettes de dimension 40x27mm avec une aile de 15mm.
- Traverse verticale et horizontale en tube d'acier à ailettes de dimension 40x27 avec deux de ailes de 15mm.
- Soubassement plein en taule acier électrozinguée 15/10 avec ou sans pointe de diamant.
- Vitrage sécurit clair 44/2 feuilleté, parcloles à clipper PAF 12/15/12 galvanisées.
- L'ensemble des ouvrages sera termolaqué au four RAL 7022.
- Fixation au sol par cheville métallique visserie et boulonnage.

Article 2 : La surface occupée est de 26,24 m².

Article 3 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable, pour toute l'année, à charge pour le bénéficiaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 4 : La présente autorisation n'est pas transmissible de plein droit. Le successeur du titulaire de la présente permission de voirie devra expressément obtenir de la Ville une nouvelle autorisation d'occupation.

Article 5 : Aucune gêne ne devra être portée à la circulation des piétons et le libre passage de ces derniers devra être IMPERATIVEMENT maintenu sur une largeur minimale de 1,40 m, sous peine d'abrogation dudit arrêté après une mise en demeure adressée par lettre RAR restée infructueuse. Le droit des tiers sont et demeureront réservés.

Article 6 : Le bénéficiaire est tenu d'acquitter une redevance d'occupation sur la base du tarif établi par la délibération municipale n°06 du 14 octobre 2021.

Le montant de la redevance d'occupation par mois et par m² est de 5,80 € (cinq euros et quatre-vingt centimes). Au vu de la surface occupée, le montant de la redevance annuelle est de 1 826,30 € (26,24 m² x 5,80 € x 12 mois) payable d'avance, dans les 30 premiers jours à compter de la réception de l'avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public.

Toute occupation du domaine public communal, avant toute notification du présent arrêté, fera l'objet du paiement d'une indemnité.

Article 7 : La présente autorisation prend effet le 15 juillet 2022 pour se terminer le 31 décembre 2026. A l'expiration de cette autorisation, comme en cas de résiliation anticipée, le bénéficiaire est tenu de remettre les lieux en état et de supprimer tous les ouvrages établis par lui, dans un délai qui lui sera fixé.



Article 8 : Le bénéficiaire supportera sans indemnité la gêne de toute nature qui serait la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt général et notamment de la voirie. En raison de l'exécution de travaux publics entrepris par la Commune ou pour son compte pour le domaine public.

Article 9 : Le bénéficiaire devra contacter les assurances nécessaires le couvrant contre tout sinistre avec les tiers. La Commune dégage toute responsabilité pour tout dommage pouvant intervenir du fait de l'existence de cette terrasse.

Article 10 : L'entretien de la zone d'occupation est à la charge du bénéficiaire.

Article 11 : L'autorisation est révocable à toute époque sans indemnité pour un motif d'intérêt général, dans l'intérêt du domaine public et en vue de sauvegarder l'ordre public. La révocation sera prononcée par arrêté et notifiée dans la forme administrative.

Article 12 : Conformément à l'article R.421-21 du Code de la Justice Administrative, tout recours devra être présenté devant le Tribunal Administratif de Nice, sis 18, avenue des Fleurs à Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur et sera adressé à monsieur le Chef de Service de la Police Municipale et au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer, qui sont chargés chacun en ce qui les concerne, d'en assurer son exécution.

Beaulieu-sur-Mer, le **02 AOUT 2022**

Le Maire,
Roger ROUX

